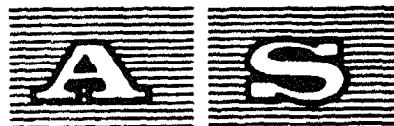


ATIONS UNIES

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ



Distr.  
GÉNÉRALE

A/33/279  
S/12875

3 octobre 1978

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-troisième session

Points 24, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 50,

93, 95 et 125 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR

L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS

ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DE L'ÎLE COMORIENNE DE MAYOTTE

QUESTION DE NAMIBIE

QUESTION DE CHYPRE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

QUESTION DE PALESTINE

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAÏN

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

INTERNATIONALE

QUESTION DE LA RHODESIE DU SUD

ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS,

ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT

OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA

DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE

L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES

COLONIAUX EN RHODESIE DU SUD, EN

NAMIBIE ET DANS TOUS LES AUTRES

TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS

DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS

TENDANT À ÉLIMINER LE COLONIALISME,

L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION

RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

ET DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION

EXTRAORDINAIRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-troisième année

Lettre datée du 2 octobre 1978, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un communiqué publié  
aujourd'hui à l'issue de la réunion extraordinaire des Ministres des affaires  
étrangères des pays non alignés.

/...

A/33/279  
S/12875  
Français  
Page 2

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 24, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 50, 93, 95 et 125 de l'ordre du jour, et comme document du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent  
de Sri Lanka,

Président du Bureau des pays  
non alignés,

(Signé) B. J. FERNANDO

ANNEXE

Communiqué publié à l'issue de la réunion extraordinaire des Ministres  
des affaires étrangères des pays non alignés du 2 octobre 1978

1. Les Ministres des affaires étrangères des pays non alignés ont tenu une réunion extraordinaire au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 2 octobre 1978, pour examiner les mesures à prendre au sujet des questions intéressant particulièrement les pays non alignés dont l'Assemblée générale est saisie à sa trente-troisième session.
2. Ils ont réaffirmé l'impérieuse nécessité de traduire dans les faits les décisions figurant dans la Déclaration finale adoptée à la Conférence des Ministres des affaires étrangères réunie à Belgrade (A/33/206) et ont décidé de prendre toutes les mesures utiles pour favoriser leur application. A cette fin, ils sont convenus, entre autres, d'accorder la priorité aux points suivants de l'ordre du jour de la trente-troisième session de l'Assemblée générale :

Point de  
l'ordre  
du jour

- |    |    |   |
|----|----|---|
| 1. | 24 | Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux  |
| 2. | 26 | Question de l'île comorienne de Mayotte   |
| 3. | 27 | Question de Namibie /résolutions 32/9 A à H du 4 novembre 1977 et S-9/2 du 3 mai 1978, et décision 32/307 du 4 novembre 1977/   |
| 4. | 28 | Question de Chypre  |
| 5. | 30 | La situation au Moyen-Orient  |
| 6. | 31 | Question de Palestine   |
| 7. | 32 | Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain /résolutions 32/105 A à N du 14 décembre 1977 et 32/105 O du 16 décembre 1977, et décision 32/406 du 16 novembre 1977/ |
| 8. | 50 | Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale   |
| 9. | 93 | Question de la Rhodésie du Sud  |

Point de  
l'ordre  
du jour

10. 95 Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe
11. 125 Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire [résolution S-10/2 du 30 juin 1978, par. 115]
12. 50 Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats  
Emploi croissant de mercenaires
13. Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire pour le développement économique et social
14. Application des décisions relatives à des questions économiques qui ont été adoptées par les Ministres des affaires étrangères à Belgrade.

3. Les Ministres ont décidé que l'examen des points susmentionnés et de tous les autres points de l'ordre du jour de la session de l'Assemblée générale devrait s'effectuer conformément aux principes et directives établis lors des conférences au sommet et des autres réunions des pays non alignés, dont la plus récente était la Conférence des Ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Belgrade. Ils ont renouvelé le mandat des groupes de travail, des groupes de contact et des groupes de rédaction des pays non alignés.

4. Les Ministres ont décidé d'agir en étroite coopération les uns avec les autres en ce qui concerne ces questions et toutes celles qui intéressent particulièrement les pays non alignés.

5. La crise du Moyen-Orient, dont l'élément crucial est la question de Palestine, demeure l'un des plus dangereux foyers de conflit mondial possible.

6. Les Ministres ont réaffirmé qu'une paix juste dans la région ne pouvait être établie que dans le cadre d'une solution fondée sur le retrait total d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés et sur la base du rétablissement des droits nationaux, légaux et inaliénables du peuple palestinien et de l'exercice de ces droits, y compris du droit au rapatriement, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat national et indépendant en Palestine, de la participation indépendante, sur un pied d'égalité, de l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant du peuple palestinien, à toutes les conférences,

activités internationales et tribunes s'occupant du problème palestinien, et sur la base de l'offre d'un appui, sous toutes les formes possibles, à l'Organisation de libération de la Palestine et aux Etats arabes dans leur lutte pour mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et arabes par Israël.

7. Les Ministres ont également rappelé dans leur totalité les sections de la Déclaration de Belgrade qui ont trait au Moyen-Orient et à la question de Palestine.

8. Les Ministres ont demandé au Bureau de coordination de poursuivre ses consultations, en particulier avec l'Organisation de libération de la Palestine, au sujet de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'étude de la question palestinienne, en vue de l'adoption de mesures propres à assurer l'application des résolutions de l'Assemblée générale relatives au retrait de Palestine et des terres arabes occupées et l'exercice des droits nationaux et inaliénables du peuple palestinien.

9. Devant les graves événements qui ont eu lieu au Nicaragua, où l'emploi massif de la force a provoqué la perte de nombreuses vies humaines et des dégâts matériels considérables, et au cours desquels le Gouvernement nicaraguayen a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté d'un Etat voisin et perturbé la paix et la stabilité de la région, les Ministres ont exprimé leur profonde préoccupation et décidé de suivre de près l'évolution de la situation.

10. Les Ministres ont énergiquement condamné les régimes racistes d'Afrique australe, qui poursuivent leur politique de répression politique, de racisme, d'apartheid et de génocide, en violation flagrante de la Charte et des résolutions des Nations Unies et de toutes les normes de comportement international civilisé. Ils ont exprimé leur vive préoccupation au sujet de l'accroissement des armements, en particulier en Afrique australe, et demandé la stricte application de l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes institué par la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité.

11. Les Ministres ont en outre condamné les actes répétés d'agression gratuite commis par les régimes racistes contre le Mozambique, l'Angola, la Zambie et le Botswana et ils se sont engagés à appuyer ces pays dans les vaillants efforts qu'ils déploient pour préserver leur souveraineté et leur intégrité territoriale.

12. Les Ministres ont examiné la question de la Namibie, compte tenu des efforts renouvelés accomplis au niveau du Conseil de sécurité pour mettre fin à l'occupation illégale persistante de l'Afrique du Sud et assurer à brève échéance l'indépendance de la Namibie grâce à des élections libres et honnêtes sous la surveillance et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. A cette fin, ils ont pris note de la création, sous l'autorité du Conseil de sécurité, d'un Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.

13. Ils ont reconnu que cette évolution prometteuse pour un règlement était principalement imputable aux sacrifices suprêmes consentis par le peuple de Namibie

pour sa libération nationale. Ils ont félicité l'Organisation de libération de la Namibie, la South West Africa People's Organization (SWAPO), de la lutte héroïque qu'elle mène et de la remarquable sagesse politique dont elle a fait preuve au cours des négociations et qui a permis au Conseil de sécurité d'agir. Ils se sont engagés, au nom de tous les pays non alignés, à continuer de soutenir la SWAPO, qui seule représente de façon authentique le peuple namibien. La lutte pour la libération de la Namibie ayant atteint un stade critique, les Ministres ont décidé d'admettre la SWAPO en tant que membre à part entière du mouvement non aligné.

14. Les Ministres ont condamné le régime raciste d'Afrique du Sud pour son intransigeance et pour l'arrogance avec laquelle il prétend organiser un simulacre d'élections en Namibie et installer ainsi ses créatures au pouvoir. Ils ont exigé que l'Afrique du Sud renonce sur-le-champ à prendre en Namibie des mesures unilatérales au mépris le plus absolu de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle coopère avec le Conseil de sécurité pour résoudre le problème de la Namibie.

15. Les Ministres ont constaté qu'au Zimbabwe, le prétendu Accord de Salisbury de mars 1978 s'était déjà vidé de toute substance et ils ont condamné tous les efforts entrepris par le régime de Smith pour perpétuer désespérément son emprise barbare sur le peuple du Zimbabwe. De l'avis des Ministres, une solution permanente du problème du Zimbabwe n'était possible que sur la base du transfert de tout le pouvoir au peuple du Zimbabwe, sous la direction du Front patriotique.

16. Les Ministres ont rendu hommage aux peuples du Zimbabwe, d'Afrique du Sud et de Namibie pour la lutte courageuse qu'ils mènent pour liquider le colonialisme, le racisme et l'apartheid en Afrique australe, malgré une répression inhumaine, les emprisonnements, les sévices et les assassinats, et ils ont proclamé leur entière solidarité avec eux.

17. Les Ministres ont lancé un appel pour une application rapide du Programme d'action pour la coopération économique adopté à Belgrade.

18. Ils ont accueilli avec satisfaction et repris à leur compte la Déclaration adoptée par les Ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, le 29 septembre 1978 (A/33/278, annexe), qui traite surtout des importantes questions économiques auxquelles les pays non alignés et en développement doivent faire face et met également l'accent sur les questions économiques prioritaires dont l'Assemblée générale est saisie à sa trente-troisième session, et, considérant le rôle joué par les pays non alignés dans le Groupe des 77, les Ministres ont réaffirmé l'idée exprimée à la cinquième Conférence au sommet des pays non alignés tenue à Colombo, à savoir que le mouvement doit maintenir et renforcer sa solidarité avec le Groupe des 77 (A/31/197).

19. Les Ministres ont demandé instamment aux pays qui ne l'avaient pas encore fait d'adhérer à la Convention qui permettrait de rendre opérationnel le Fonds de solidarité pour le développement social et économique des pays non alignés.